

19^e CONFÉRENCE DE LA COPEAM (MARRAKECH)La Charte de Séville à l'épreuve
des nouveaux défisEspoirs
et craintes

La 19^e Conférence de la Copeam, qui s'est tenue à Marrakech du 29 mars au 1^{er} avril 2012, s'est achevée sur l'élection d'un nouveau secrétaire général en la personne de Pierre Luigi Malesani, directeur des relations extérieures de la RAI, en remplacement de M^{me} Alessandra Paradisi dont le mandat est arrivé à expiration.

Placée sous le signe de «Mutations dans les sociétés euro-méditerranéennes : les médias en mouvement», la session de cette année a enregistré de nombreuses interventions et communications dont celle de MM. Mustapha El Khalfi, ministre de la Communication du Maroc, André Azoulay, conseiller du roi Mohammed VI, Mohammed Khemlitchi, secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, Fayçal Laraïchi, directeur général de la SNRT, Toufik Khelladi, directeur général de l'EPTV et Adnane Kheder, directeur général de la Télévision tunisienne.

Plusieurs personnalités et professionnels des médias des deux rives de la Méditerranée ont planché, deux jours durant, sur les questions d'actualité telles que l'éthique et la déontologie, les nouveaux espaces d'expression démocratiques dans les pays arabes, la libre circulation des contenus et les droits sportifs à propos desquels une déclaration, initiée par la Télévision algérienne, appelant à une large concertation entre networks, fédérations nationales, continentales et internationales de football, pour mettre fin au diktat du monopole exercé par les groupes détenteurs a été adoptée, à l'unanimité, comme document de référence.

Au cours de la première journée, Badr Eddine Mili, écrivain et consultant international en médias, Nawfal Reghai, directeur à la Haute Autorité marocaine de régulation, Latifa Tayah, chef de projet à l'Institut de Panos- Paris, Jean Réveillon, directeur général de France 2, Nouredine Affaya, professeur de philosophie moderne à l'Université Mohammed V de Rabat, Jean Phillipot, président de l'Union européenne de Radio-Télévision (UER), et Maria Amata Garito, présidente de l'Université télé-matique Uninettuno se sont succédé à la tribune pour exposer les nouvelles problématiques nées des changements politiques survenus dans le monde arabe ainsi que leurs incidences sur les relations avec le Nord.

Les débats qui s'ensuivirent ont mis en évidence les espoirs placés dans la consolidation de la liberté d'expression mais aussi les craintes de dévoiement et de manipulation des médias exposés aux nouveaux scénarios de gouvernance.

Badr Eddine Mili, corédacteur de la Charte de Séville qui a édicté, en 2005, les principes de l'éthique et de la déontologie régissant le travail des médias euro-méditerranéens, a dressé le bilan de son application et avancé des propositions en vue de son actualisation dans la communication dont voici le texte.

R. N.

Quel intérêt y aurait-il, aujourd'hui en 2012, sept années après son adoption, de parler de la Charte de Séville, un document signé par une trentaine d'organismes de radiotélévision du pourtour méditerranéen, un texte qui avait fait l'événement, à l'époque, mais dont il n'a été, à ce jour, établi aucun bilan, à charge ou à décharge ?

Nous avons accepté de l'évoquer et d'en débattre, au moins pour deux raisons : en premier lieu, pour exhumer ce document référentiel de l'oubli dans lequel il semble avoir été plongé ; ensuite pour identifier et mesurer les incidences que les mouvements contestataires arabes de 2011 seraient susceptibles d'entraîner sur son actualisation.

Rappelons pour ceux qui n'étaient pas à Séville en 2005 que cette Charte, sans être limitative de la liberté d'expression des médias publics membres de la Copeam, s'était fixé pour objectif de poser un certain nombre de règles déontologiques et éthiques que les signataires s'engagèrent à appliquer dans le travail d'information et d'investigation qu'ils menaient sur l'actualité des pays de l'espace euro-méditerranéen.

Le texte initié par la Télévision algérienne et endossé par la Conférence réunie le 7 mai 2005 n'était pas exhaustif. Il comportait un exposé des motifs de deux paragraphes dans lequel les médias concernés relevaient qu'ils étaient, je cite, «conscients des risques de dévoiement de l'acte d'informer par des pratiques tendant à conditionner les opinions» et que, partant de là, ils en appelaient à privilégier «une approche professionnelle fondée sur une information ouverte... dans un cadre de respect, de tolérance et de dialogue... une information intégrant la richesse et la spécificité des patrimoines culturels de chacun». Ils s'accordèrent, en conséquence, à «respecter les principes fondamentaux de l'éthique professionnelle» qu'ils déclinerent sous la forme de 10 engagements. Je ne vais pas vous les citer tous. Retenons, simplement, que les plus essentiels recommandaient :

- de reconnaître aux journalistes la clause de conscience ;
- de faire preuve d'exactitude, d'équité et d'objectivité dans la relation des faits et des événements ;
- de bannir toute forme d'incitation à la violence, à l'intolérance, à la haine raciale et religieuse ;
- et de s'abstenir de toute information par omission, montage ou toute autre forme de manipulation, notamment par l'altération de documents écrits ou audiovisuels.

Le consensus auquel les signataires sont parvenus sur l'appréciation des codes auxquels devrait obéir le travail de l'information ne fut pas le fruit du hasard.

Il a résulté de la nécessité de tirer des enseignements concrets et opératoires de l'évaluation du contexte international qui prévalait à ce moment-là.

On sortait de la guerre d'Irak et de l'invasion du Liban par Israël, des événements qui avaient donné lieu, au niveau des médias, à tant de partialité et de désinformation que tout observateur équidistant avait de la peine à distinguer entre les gouvernements en action et les radio-télévisions devenues partie prenante aux conflits.

Le journalisme «embedded», inauguré en 1991 par les troupes américaines, avait été reconduit au mépris et de la clause de conscience des journalistes et de la vérité due aux opinions.

Face à ces dérives dont les sommets furent atteints par la montée en épingle

des fameuses et introuvables armes de destruction massive et le bombardement de la radio-télévision palestinienne à Ramallah, les télévisions publiques méditerranéennes, en particulier celles du Sud, ne purent demeurer impassibles et se confiner dans une attitude de résignation quasiment coupable.

Elles eurent tôt fait de sensibiliser les acteurs médiatiques publics au sein des ONG dont la Copeam sur l'indispensable moralisation de l'acte d'informer qui passait, à leurs yeux, autant par la dénonciation de ce diktat que par la mise en place de garde-fous, même si elles ne se faisaient pas trop d'illusions sur les limites d'une telle démarche.

Et de fait, en dehors du confort moral que celle-ci avait pu prodiguer, rien — ou si peu — ne changea dans les lignes éditoriales, jusqu'ici à l'œuvre. Durant les années qui suivirent l'adoption de la Charte, les médias publics euro-méditerranéens avaient, de nouveau, raté l'occasion de traiter, de façon mesurée et équilibrée, des phénomènes de société comme l'islamophobie, la stigmatisation des minorités, la mise à l'index des rites et traditions religieuses, et des événements militaires graves comme l'invasion de Ghaza, les massacres et le blocus imposé par Israël. Dans ces tourbillons de violence, les gains arrachés par la Charte de Séville, bien qu'ayant eu le mérite d'exister, s'avérèrent, à l'épreuve des défis, bien ténus, donnant à mesurer l'écart considérable séparant la théorie de la pratique.

A ce contexte ancien, vint s'en ajouter un nouveau, lorsque certains pays arabes furent secoués par de profonds changements politiques porteurs de projets démocratiques.

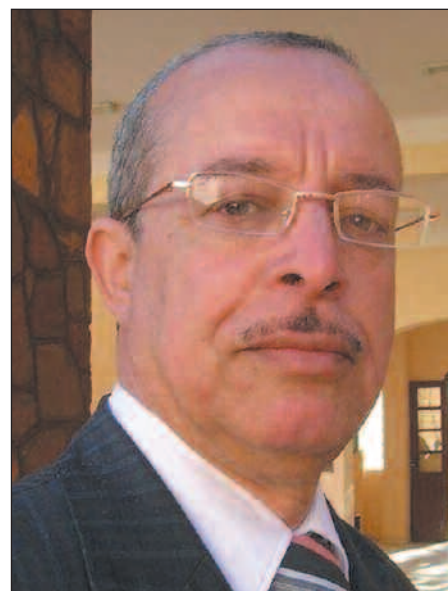
La Charte avait, là, une excellente opportunité à saisir pour pouvoir rebondir et rattraper son déficit.

En dépit de débuts timorés, incapables de décoder des événements comme ceux de Tunisie, les médias publics de cet espace se ressaisirent pour tenter d'accompagner le déroulement de la Révolution, accrochés, il faut le relever, aux réseaux sociaux, pas du tout professionnels et à la locomotive des télévisions du Golfe.

Encore que là aussi, il y a beaucoup à dire sur la véracité et l'objectivité des comptes rendus proposés à leur public par certaines chaînes, dont celles-ci.

La question posée par de nombreux experts, à ce propos, était de savoir s'il existait, dans le dictionnaire de la communication moderne, un terme qualifiant un média de «militant», un statut inédit qui n'a pas manqué d'entacher le crédit du journalisme authentique.

Ce crédit fut d'autant plus exposé au doute qu'il s'est accompagné, dans certains cas, de «la politique de deux poids, deux mesures» que les téléspectateurs ont dû subir dans la relation d'événements tels que ceux de Bahreïn, d'Oman, d'Arabie Saoudite et du Koweït, discrètement évoqués et parfois même occultés. Dans ce grand mouvement qui balaya toutes sortes de tabous, de digues et de balises, la palme revient, sans doute, d'abord aux journalistes arabes des pays concernés qui ont su reconquérir les



Par Badr Eddine Mili

espaces de liberté et restituer à la communication une grande partie de ses responsabilités.

Mais cela ne suffit pas si on veut assurer à la liberté d'expression et au pluralisme d'opinion les prolongements indispensables à leur survie et à leur essor. Sans programmes de développement appuyés par des politiques publiques engagées, en termes de financement et de formation, de tels acquis resteraient bien fragiles.

Les nouveaux pouvoirs publics installés au Sud sont interpellés, à cet égard, pour apporter leur soutien multiforme aux médias émancipés afin qu'ils puissent poursuivre leur œuvre, donner la parole à tous, professionnaliser leurs contenus, diversifier leur offre, respecter les règles de déontologie et d'éthique dans la relation et l'accompagnement des mutations politiques et sociétales préfigurées par les nouveaux scénarios, pour arriver à donner un sens à leurs rôles et à leurs missions dans la promotion d'une nouvelle gouvernance dans leurs pays.

Ce qui est vrai pour les médias du Sud l'est tout autant, sinon plus, pour ceux du Nord qui doivent dépasser leurs égoïsmes dictés par la logique commerciale et les nouvelles stratégies du business liées à la recherche des gains d'audience et de publicité.

La crise financière majeure qui secoue le Nord les pousse, malheureusement, en ce moment, à s'aligner sur la frilosité de leurs sociétés à la recherche du parfait bouc émissaire, c'est-à-dire toujours l'autre, pour exorciser leurs difficultés économiques et leur mal-vie, comme ce fut le cas lors de l'exploitation politicienne et ethnique des tueries de Montauban et de Toulouse. Et pourtant, la multiplication des mouvements des «indignés» en Europe est faite, en toute logique, pour rejoindre le réveil des peuples arabes, dans un effort commun dirigé vers la recherche de rapports et de modes de coopération fondés sur une nouvelle vision de la politique et des relations entre les peuples.

Dans un tel contexte, la responsabilité des médias publics, ici et là, est de servir de vecteur à cette aspiration partagée.

La Charte de Séville pourrait, en s'y ressourçant, offrir les instruments utiles pour y parvenir, à la condition expresse qu'elle s'amende et mette en place des mécanismes d'évaluation et de contrôle à faire valoir lors de chaque assemblée générale annuelle, seule et unique garantie de son applicabilité réelle.

B. M.